

"Les sept arguments de M. Jenkins en faveur d'une monnaie européenne" dans 30 jours d'Europe (27 octobre 1977)

Légende: Le 27 octobre 1977, Roy Jenkins, président de la Commission européenne, prononce à l'Institut universitaire européen (IUE) de Florence un discours favorable à la mise en place d'une union monétaire européenne. Deux mois plus tard, le mensuel 30 jours d'Europe analyse les propositions de Jenkins et en dégage les points forts.

Source: 30 jours d'Europe. dir. de publ. Fontaine, François ; Réd. Chef Chastenet, Antoine. Décembre 1977, n° 233. Paris: Service d'information des Communautés européennes. "Les sept arguments de M. Jenkins en faveur d'une monnaie européenne", auteur:L.-F., B. , p. 6-7.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_sept_arguments_de_m_jenkins_en_faveur_d_une_monnaie_europeenne_dans_30_jours_d_europe_27_octobre_1977-fr-b6602cee-44de-4952-ba10-ba56b4b3febo.html



Date de dernière mise à jour: 08/08/2016

Les sept arguments de M. Jenkins en faveur d'une monnaie européenne

« *Voulons-nous, oui ou non, créer une Union européenne ? Devant la perspective inévitable et, en fait, souhaitable de son élargissement, voulons-nous, oui ou non, renforcer et approfondir la Communauté ?* ». Ou bien, l'évolution de l'Europe vers « une vague union douanière » doit-elle être considérée comme une hypothèse tacitement acceptée par la majorité des pays de la Communauté ?

Ces questions, le Président de la Commission européenne Roy Jenkins les a posées publiquement dans un discours prononcé le 27 octobre à l'Institut européen de Florence. Il en a discuté depuis avec le chancelier Schmidt, avec le Premier ministre italien Andreotti et, tout récemment, à l'hôtel Matignon, au cours d'un entretien avec M. Raymond Barre.

Échouer seuls ou réussir ensemble

En fait, le problème de fonds posé par Roy Jenkins va bien au-delà de l'avenir à court ou à moyen terme de l'Europe. On peut le résumer de la manière suivante : il y a plus de six millions de chômeurs dans la Communauté et ce nombre risque de s'accroître, l'inflation peut « repartir » à tout moment, les fluctuations du dollar obligent nos gouvernements à accomplir mille péripéties au détriment de l'efficacité de leur action économique, la véritable souveraineté ne se trouve plus dans nos capitales, mais à Washington, en Suisse, au Moyen-Orient...

Dans ces conditions, on peut aisément parier que nous, Français, Anglais, Italiens, Danois, sortirons perdants de la crise économique internationale si nous ne tentons pas de regagner collectivement une partie de ce pouvoir qui nous échappe chaque jour un peu plus.

C'est pourquoi, dit M. Jenkins, il ne faut plus se contenter d'actions ponctuelles, mais il faut sérieusement s'interroger sur les chances d'une monnaie unique pour les Européens, dont la création pourrait aider chacun de nos pays à se sortir d'une crise qui, nous le savons tous, sera longue et dangereuse.

Au nom de quoi peut-on se départir quelque peu du scepticisme que, depuis l'abandon du Plan Werner, provoque toute allusion à l'Union économique et monétaire et repenser cette Union « audacieusement » et sous toutes ces facettes ?

Au nom d'une monnaie européenne, répond Roy Jenkins, qui nous permettrait d'attaquer d'une manière bien plus efficace les problèmes « *apparemment irréductibles du chômage, de l'inflation et du financement des opérations internationales* ».

La lutte contre l'inflation

Suivons le raisonnement du Président de la Commission européenne, qui va servir de base au grand débat sur la monnaie européenne.

1. Pour commencer, estime-t-il, une devise de souche européenne contribuerait à la stabilisation des relations monétaires internationales : de plus, les pays de la Communauté se « débarrasseraient » de leurs préoccupations à court terme en matière de balance des paiements et pourraient traverser « *avec une relative sérénité* » les périodes durant lesquelles on enregistrerait des résultats commerciaux défavorables et des mouvements erratiques des taux de change actuels. C'est un premier point.

2. Mais, du même coup — et c'est le second argument de M. Jenkins —, la création d'une zone monétaire stable apporterait une première contribution importante à la lutte contre l'inflation, phénomène qui découle sans doute de causes multiples mais qui, assurément, est alimenté par des incertitudes économiques et monétaires et, particulièrement, celles qui concernent les monnaies de nos pays.

D'autre part, « *l'émission d'une nouvelle devise unique par une autorité monétaire européenne* » devrait nécessairement se faire « *selon les meilleures traditions de nos États les moins inflationnistes* », ajoute le

Président de la Commission européenne. Est-ce trop demander ? Roy Jenkins répond par une autre question : les gouvernements qui ne se disciplinent pas eux-mêmes (Royaume-Uni et Italie, par exemple) ne doivent-ils pas déjà accepter une surveillance très stricte de la part du Fonds monétaire international, le fameux F.M.I., « *organisme d'ailleurs dont ils sont éloignés et qui est moins sensible à leurs points de vue* » ?

La lutte contre le chômage

3. Troisième argument : le chômage. « *Son étendue et sa persistance ne peuvent plus être considérées comme un phénomène lié à une dépression exceptionnellement forte et prolongée du cycle économique* », estime M. Jenkins. Il s'ensuit que « *le retour au plein emploi nécessite une nouvelle impulsion d'ampleur historique* ».

Or, l'Union monétaire peut précisément créer un climat favorable à la relance des investissements, accroître la demande en la dotant d'une large base géographique et de conditions de stabilité relative des prix, à l'abri des variations de change des mouvements erratiques des capitaux. Les conditions nécessaires au retour au plein emploi seraient donc, du moins en partie, réunies.

Un pas politique

A ces trois arguments-clé et nouveaux dans la mesure où ils répondent à nos préoccupations actuelles, on peut en ajouter deux autres, plus classiques.

4. D'abord, l'Union monétaire conduirait à une rationalisation plus efficace et plus poussée de l'industrie et du commerce, nécessité évidente si l'on songe un instant au vieillissement de l'appareil productif de l'Europe, qui est une conséquence de l'arrêt des investissements.

5. Ensuite, « *la réussite d'une union monétaire européenne ferait franchir à l'Europe un seuil politique* » sans précédent : les décisions à prendre sont, évidemment, de nature politique. On me rétorquera, dit en substance M. Jenkins, que l'union ne peut se réaliser, en raison des choix différents faits par nos gouvernements entre inflation et chômage, stabilité monétaire et changes fluctuants, etc. A ces arguments, il répond d'avance qu'ils relèvent d'une théorie « *dépassée, inadéquate et non pertinente. La réalité est tout autre et nous le savons tous* ». Mais entre le savoir et le dire ... le pas est difficile à franchir !

Le sixième et le septième arguments de Roy Jenkins précisent les deux conditions *sine qua non* pour que l'idée d'union monétaire de l'Europe puisse être prise au sérieux.

Les conditions de la réussite

6. Première condition : il faut donner « *aux régions faibles de la Communauté l'assurance qu'une union monétaire n'aggraverait pas leurs difficultés économiques* »..., alors que « *les régions fortes auraient le plus grand intérêt à renforcer l'unité du marché* » afin de pouvoir compter « *sur des marchés plus stables, plus sûrs et plus prospères* ». Conséquence : les instruments financiers « *d'assez faible calibre* » dont dispose aujourd'hui la Communauté (Fonds régional, C.E.C.A., B.E.I., F.E.O.G.A.) devraient être singulièrement renforcés.

7. Deuxième condition : l'union monétaire implique non seulement « *une augmentation substantielle* » du transfert des ressources par le canal des institutions communautaires (selon une estimation faite par un groupe d'économistes indépendants, une véritable union monétaire pourrait être viable avec des dépenses communautaires de l'ordre de 5 à 7 % du P.N.B., alors que le budget actuel est de l'ordre de 1 % du P.N.B. communautaire), mais aussi le transfert à une « *autorité* » commune « *des responsabilités relatives à la gestion des taux de change, des réserves extérieures, et de la création de masses monétaires* ».

Les implications politiques de ce transfert de compétences sont évidentes, mais il est essentiel d'en prendre la juste mesure. D'une part, parce que nos pays n'exercent plus de véritable souveraineté monétaire. D'autre

part, parce que le modèle vers lequel évoluerait la Communauté serait, en fait, celui d'une union monétaire très décentralisée. Les gouvernements continueraient à jouer un rôle prépondérant et la Communauté se limiterait « à un petit nombre de catégories de transferts financiers à haute puissance ». Ses ressources seraient, en fait, sans commune mesure avec la réalité des fédérations existantes, où l'administration centrale absorbe 20 à 25 % du P.N.B. Une bureaucratie centrale de dimensions modestes ferait d'ailleurs l'affaire, « ce que nous considérons tous comme un bien ».

Le débat est ouvert

Tel est l'essentiel des idées exposées par le président de la Commission européenne dans son discours de Florence. En le prononçant, M. Jenkins était conscient non seulement du scepticisme qui entoure aujourd'hui toutes les affaires communautaires, mais aussi et surtout du défaitisme dans lequel s'enfoncent la plupart, sinon tous nos pays. C'est une raison de plus pour ne pas classer ses propositions dans le grand tiroir de l'oubli ou du « déjà vu ». Ou, alors, il faudrait prouver d'une manière convaincante que l'Union monétaire comporterait les effets opposés à ceux annoncés par le président de la Commission européenne, c'est-à-dire davantage de chômage, d'inflation et d'insécurité sociale. Le débat est ouvert.

B. L.-F.